

**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX
(Séance publique)**

**N°20 /RFM/2018
Du 06/07/2018 à 10 H**

REGLEMENT DE CONSULTATION

**ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE REGIONAL DE
VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE L'ECONOMIE
SOCIALE ET SOLIDAIRE REGION FES-MEKNES**

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 4 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES	4
ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS	7
ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES	7
ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS	7
ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS	9
ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	9
ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 16 : EVALUATION DES OFFRES des concurrents	9
ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	12
ARTICLE 18 : PREFEQUENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	12
ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	13

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : «**ETUDE DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE REGIONAL DE VALORISATION DES PRODUITS ET DES METIERS DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE REGION FES-MEKNES**».

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article n°17 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics. Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n°2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n°2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et les autres articles du décret n°2-12-349 précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est représenté par le Conseil de la Région de Fès-Meknès, et suivi de l'exécution de l'étude sera assuré par l'AREP-FM.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 précité :

1- Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le décret précité, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2- ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.

ARTICLE 4 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) est soumis aux dispositions du décret n° 2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

L'appel d'offres s'adresse à tous les prestataires. Ces derniers sont invités à soumissionner individuellement ou à se grouper conjointement ou solidairement.

Le prestataire désignera un chef de file qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'Administration.

ARTICLE 5 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS ET PIECES COMPLEMENTAIRES

Conformément à l'article n° 25 du décret précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique.

A. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

1. Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres :

- a. Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret précité ;
- b. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement cette convention doit être accompagné d'une note indiquant notamment l'objet de la convention la nature du groupement le mandataire, la durée de la convention la répartition des prestations, le cas échéant comme prévue à l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité

2. Pour le concurrent auquel est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret précité :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit en nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée déléguant son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - c. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.
- ²²La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d. Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e. L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d **ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.**

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre :

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- b) Les attestations de références ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- c) Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément justifiant **le domaine d'activité D13** pour les concurrents installés au Maroc (**Condition obligatoire, le manque de ce certificat entrainera le rejet du dossier du concurrent**).

Pour les concurrents non installés le dossier technique doit comprendre uniquement a) et b).

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

- 1- Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier administratif et technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- 2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - b. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

C – L’OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser l’étude aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir les pièces suivantes :

- a. Une **note technique, dûment signée par le concurrent**, présentant :
 - La **compréhension du contexte et des objectifs** de l’étude
 - La **méthodologie proposée** illustrant le **contenu des phases** et **leurs articulations** pour assurer la réalisation de l’étude objet du présent appel d’offres et garantir la fiabilité des résultats
 - Le **planning** détaillé envisagé par le concurrent pour l’exécution de l’étude dans les délais fixés dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS)
 - Les **dispositifs et outils de suivi**
 - Le **mécanisme de gouvernance** du projet et **organisation des travaux**
- b. La liste de la composition de l’équipe projet appelée à intervenir. (Le candidat est tenu de **désigner** dans son offre technique un **chef de projet** qui sera le seul interlocuteur de l’administration). Cette liste doit être appuyée des **CV dûment signés** et des **copies légalisées des diplômes** de chaque membre de l’équipe.

L’équipe du consultant qui sera affectée à la présente étude devra être encadrée par un professionnel de haut niveau, ayant une expérience confirmée d’au moins dix (10) ans dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans la conduite des projets de développement et d’investissement.

L’équipe comprendra **au moins les profils suivants** :

- Chef de projet ayant une solide formation dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans la conduite des projets de développement et d’investissement ;
- Un Expert dans les domaines financier et des montages des projets (montage technique et financier) ;
- Un Expert spécialisé en géographie humaine ou similaire ayant des références confirmées dans le domaine de l’économie sociale et solidaire ;
- L’expert dans le domaine des statistiques et des sondages d’opinions ;
- Un architecte.

NB. : - Le manque d’un membre de l’équipe entrainera le rejet du dossier du concurrent.

- La prise en considération de l’approche genre dans la constitution de l’équipe sera très appréciée (La majoration de la note technique de 10 points).

D - L’OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L’acte d’engagement ;
- Le bordereau des prix

Le montant total de l’acte d’engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres doit comprendre :

- a. Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b. Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c. Le modèle de l'acte d'engagement ;
- d. Le modèle du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global par poste
- e. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f. Le présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret précité, dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date de la séance d'ouverture des plis, le cas échéant.

ARTICLE 8 : REPARTITION EN LOTS

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres lancé en lot unique.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret précité, le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents au **Service des Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) ou retiré auprès du Conseil de la Région Fès-Meknès.

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS

Conformément à l'article 22 du décret précité, les demandes d'informations ou renseignements formulées par les concurrents doivent être adressées dans un délai de sept (07) jours au moins

avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents le même jour dans les sept (07) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- **L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce du concurrent**
- L'avertissement que «le pli ne doit être ouvert que par le Président de la commission d'appel d'offre lors de la séance publique d'ouverture des plis».

Ce pli contient **trois enveloppes** :

La première enveloppe : contient les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS et le présent règlement de consultation paraphés et signés par le concurrent ou la personne habilitée. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «**Dossiers administratif et technique**».

La deuxième enveloppe : Contient l'offre technique du soumissionnaire. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **Offre technique** ».

La troisième enveloppe : contient l'offre financière du soumissionnaire. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente, outre les indications portées sur le pli, la mention «**Offre financière**»

Ces trois enveloppes doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent
- L'objet du marché
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, les plis sont au choix des concurrents, soit :

- Déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- Envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.
- Remis, séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis .
- transmis par voie électronique, conformément aux dispositions de l'arrêté du MEF n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée sur un registre spécial. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et seront tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues à l'article 31 du décret précité.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis et ce conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n° 2-12-349 précité. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans le registre spécial tenu à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les mêmes conditions fixées à l'article 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article n°33 du décret n° 2-12-349 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75)** jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des soumissionnaires s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 38 et 39 du décret n° 2-12-349 précité.

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratifs, techniques et l'offre technique de chaque concurrent.

ARTICLE 16 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Après vérification des pièces exigés dans les dossiers administratif et technique et de l'offre technique, la procédure de jugement des offres des concurrents s'établit successivement suivant les phases ci-après :

Première phase : L'analyse des offres techniques

L'examen des offres techniques concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques.

Une note (Nt) sur 100 sera attribuée à chaque prestataire et sera calculée selon les critères suivants :

C.1 : critère 1 : qualité de la méthodologie proposée (notée sur 20 points) :

Le critère C.1 examine l'adéquation de la méthodologie proposée par le concurrent et les termes de référence à travers l'appréciation de la compréhension des objectifs, du contexte et des tâches à réaliser, de la pertinence et le degré de développement de l'approche proposée pour l'ensemble des prestations. (Pièce "a" de l'offre technique). Ce critère sera ventilé selon les deux sous critères suivants :

► **C1.1 : Compréhension des objectifs, du contexte et des tâches à réaliser : 10 points**

Inacceptable	Incohérente ou non conforme aux termes de référence du CPS ou omission d'un élément essentiel qui touche à la substance des termes de référence (mauvaise compréhension)	0
Insuffisante	Retrace seulement les orientations du CPS ou reprise des termes de référence sans détailler la consistance (Réflexion limitée)	de 1 à 4
Satisfaisante	Retrace les orientations du CPS en détaillant la consistance avec compréhension de l'ensemble des missions (Réflexion développée)	de 5 à 7
Bonne	Conforme aux termes du CPS, détaillant la consistance avec bonne compréhension de l'ensemble des missions et apportant une valeur ajoutée par rapport aux spécifications du CPS (Enrichissement ou nouvelles propositions pertinentes)	de 8 à 10

► **C1.2 : Pertinence de l'approche proposée : 10 points**

Inacceptable	Incohérente ou non claire ou présentant des lacunes méthodologiques significatives pouvant affecter le bon déroulement de l'étude	0
Insuffisante	Adaptée au contexte de l'étude, reprend seulement le déroulement des phases défini dans le CPS, sans aucun développement détaillé et précis de l'approche proposée	de 1 à 4
Satisfaisante	Approprié, développant d'une manière détaillée l'approche proposée, décrivant le planning détaillé des étapes, les dispositifs et outils de suivi, mécanisme de gouvernance, organisation des travaux et des équipes projet	de 5 à 7
Bonne	Pertinente, développant d'une manière détaillée l'approche proposée, innovante et présentant des engagements clairs sur les rendus et/ou faisant preuve de souplesse lors de la réalisation du projet	de 8 à 10

C.2 : critère 2 : qualité de l'équipe proposés (notée sur 50 points) :

Le critère C.2 examine le niveau de qualification de l'équipe proposée pour la réalisation de l'étude (Pièce "b" de l'offre technique). Elle portera sur le chef de projet et les autres membres de l'équipe. Seuls seront jugés les membres dont les profils sont décrits à l'article 9 du CPS et dont le rôle dans l'équipe est clairement mentionné ou ceux dont l'utilité pour l'étude est confirmée.

► **C2.1 : Qualité et compétence du Chef de projet: 20 points**

C.2.1.1 : Nature du diplôme (notée sur 06 points) :

- Doctorat : 06 points
- Ing. d'Etat, Master ou équivalent : 02 points
- Ing. d'application, Licence ou équivalent : 01 points

C.2.1.2 : Expérience du chef de projet en terme de prestations réalisées en matière dans le domaine économique et sociale et une expérience avérée dans la conduite des projets de développement et d'investissement (notée sur 14 points) :

- Un point par année d'expérience. (14 points max)

► **C2.2 : Un Expert dans les domaines financier et des montages des projets : 8 points**

C.2.2.1 : Nature du diplôme (notée sur 04 points) :

- Doctorat : 04 points
- Ing. d'Etat, Master ou équivalent : 02 points

C.2.2.2 : Expérience de l'expert dans son rôle au sein de l'équipe, notamment en terme de prestations réalisées selon les profils indiqué à l'article 9 du CPS (notée sur 04 points) :

- Plus de 5 ans : 04 points
- Inferieur ou égale à 5 ans : 01 points

► **C2.3 : Un Expert spécialisé en géographie humaine ou similaire ayant des références confirmées dans le domaine de l'économie sociale et solidaire : 8 points**

C.2.3.1 : Nature du diplôme (notée sur 04 points) :

- Doctorat : 04 points
- Ing. d'Etat, Master ou équivalent : 01 points

C.2.3.2 : Expérience de l'expert dans son rôle au sein de l'équipe, notamment en terme de prestations réalisées selon les profils indiqué à l'article 9 du CPS (notée sur 04 points) :

- Plus de 5 ans : 04 points
- Inferieur ou égale à 5 ans : 01 points

► **C2.4 : Un expert dans le domaine des statistiques et des sondages d'opinions : 8 points**

C.2.4.1 : Nature du diplôme (notée sur 04 points) :

- Doctorat : 04 points
- Ing. d'Etat, Master ou équivalent : 02 points

C.2.4.2 : Expérience de l'expert dans son rôle au sein de l'équipe, notamment en terme de prestations réalisées selon les profils indiqué à l'article 9 du CPS (notée sur 04 points) :

- Plus de 5 ans : 04 points
- Inferieur ou égale à 5 ans : 01 points

► **C2.5 : Un architecte : 6 points**

C.2.5.1 : Nature du diplôme (notée sur 03 points) :

- Architecte : 03 points
- Autre : 00 points

C.2.5.2 : Expérience de l'expert dans son rôle au sein de l'équipe, notamment en terme de prestations réalisées selon les profils indiqué à l'article 9 du CPS (notée sur 03 points) :

- Plus de 5 ans : 03 points
- Inferieur ou égale à 5 ans : 01 points

C.3 : critère 3 : L'expérience du Bureau d'Etudes (notée sur 30 points) :

L'expérience du Bureau d'études sera basée des études réalisées par le bureau d'études ayant une relation avec l'économie sociale et solidaire ou ayant traité ce domaine.

- Une référence répondant aux exigences susmentionnées d'un montant supérieur ou égal à 500.000,00 DH : **15 points**

Ne sont pas notées les références de montant inférieur à 500.000,00 DH ou ne répondant pas aux exigences susmentionnées.

La note (Nt) de l'offre technique de chaque concurrent est :

$$Nt = C.1.1 + C.1.2 + C.2.1 + C.2.2 + C.2.3 + C.2.4 + C.2.5 + C3$$

N.B :

- La présentation d'un membre féminin dans l'équipe donnera droit à 10 point supplémentaires dans la note technique, dans la limite de 100/100 ;
- Au cas où le concurrent propose plus de Cinq intervenants, il sera tenu compte des intervenants disposant du meilleur profil adéquat ;
- Tout concurrent dont la note Nt est strictement inférieure à 70/100 sera considéré ne remplissant pas les conditions requises pour réaliser cette étude et sera écarté.
- Tout concurrent n'ayant pas présenté les Cinq experts demandés par l'administration, tel qu'il est indiqué à l'article 11 du CPS, sera écarté.

Deuxième phase : L'appréciation de l'offre financière

Une note (Nf) sur 100 relative à l'offre financière sera attribuée aux concurrents retenus à l'issue de la première phase.

La note financière (Nf) est établie en fonction de la formule suivante : **Nf= (P0/P) x 100**

Avec : P0 : L'offre financière la moins disante.

P : L'offre financière proposée par le concurrent.

Troisième phase : L'évaluation générale

La note générale (Ng) de chaque concurrent sera calculée en faisant la somme de la note technique (Nt) et la note financière (Nf) pondérées respectivement par les coefficients de 30% pour l'offre financière et de 70% pour l'offre technique.

$$Ng = 0,7 \times Nt + 0,3 \times Nf$$

Cette évaluation générale permet d'établir le classement définitif des concurrents selon les valeurs obtenues de la note globale (Ng). **L'offre à retenir sera celle qui aura obtenu la note globale (Ng) la plus élevée.**

N.B : La commission peut convoquer, par écrit, les soumissionnaires auprès desquels il juge nécessaire d'obtenir tout éclaircissement sur les offres ; ces éclaircissements, à formuler par écrit, doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les plis.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghreb, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 18 : PREFEERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE

Lorsque les entreprises étrangères soumissionnent aux marchés de travaux et d'études y afférentes, une préférence peut être accordée aux offres présentées par des entreprises nationales conformément à l'article 155 du décret relatif aux marchés publics de 2013. Les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'au plus de 15%. Dans le cas d'un groupement comportant des entreprises étrangères, ce pourcentage est appliqué à la part de ces dernières dans le montant de l'offre du groupement.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe, française ou amazigh.

Le concurrent

« Lu et accepté »

Le Maitre d'ouvrage

